

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres
ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 Périgny

Périgny, le 12/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FONTAINE PAJOT

ZI du Fief Girard
17290 Aigrefeuille-D'aunis

Références : 0007207781/2026/158
Code AIOT : 0007207781

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2026 dans l'établissement FONTAINE PAJOT implanté ZI du Fief Girard 17290 Aigrefeuille-d'Aunis. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée dans le cadre de l'action régionale produits chimiques au titre de l'année 2026.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FONTAINE PAJOT
- ZI du Fief Girard 17290 Aigrefeuille-d'Aunis
- Code AIOT : 0007207781
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Fontaine Pajot est spécialisée dans la fabrication de bateaux en composite.

Le site d'Aigrefeuille d'Aunis produit 5 modèles de voiliers pour environ 230 bateaux par an.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Demande d'action corrective	1 mois
3	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 10/11/2008, article Point 2.10 de l'annexe I	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 10/11/2008, article Point 3.5 de l'annexe I	Sans objet
5	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 10/11/2008, article Annexe I, point 2.10	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle réalisé a permis de mettre en évidence globalement le respect des dispositions réglementaires liées à la mise en œuvre des produits chimiques contrôlés, avec un point de vigilance sur la nécessité de garantir l'accès des salariés aux fiches de données de sécurité maintenues à jour et la surveillance de la température du stockage des peroxydes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2008, article Point 3.5 de l'annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 10/11/08 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous « l'une ou plusieurs des rubriques nos 4410, 4411, 4420, 4421 ou 4422 » ; <u>Point 3.5 de l'annexe I :</u> "L'état des stocks (quantité, emplacement, qualité) est tenu à jour et disponible à l'extérieur des installations (dépôt, aire de stockage ou atelier) à tout instant, y compris en situation dégradée. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours."</p> <p>Arrêté du 22/12/08 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 ; <u>Point 3.5 de l'annexe I :</u> Etat des volumes stockés « L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, auquel est annexé un plan général des stockages. « Cet état, ainsi que les documents prévus au point 3.3 de la présente annexe sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à disposition des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique."</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un état des stocks suivi au quotidien des produits disponibles sur le site, consultable via un logiciel ERP suivi par la Supply Chain, ce qui permet un suivi en temps réel des différents produits utilisés et un accès à distance. Cet état des stocks est décliné pour les différentes catégories de produits présents et stockés sur site. L'exploitant a indiqué réaliser en complément un bilan semestriel par audit interne, notamment lors des périodes de forte activité. Selon l'exploitant, les commandes sont réalisées à flux tendu pour minimiser les quantités présentes sur site (deux livraisons par semaine). Il a présenté le listing des produits à la date du jour de la visite qui fait état d'une quantité totale de produits dangereux présents de 88,64 tonnes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">- Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.- Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : <p>L'exploitant assure la gestion et la mise à jour des fiches de données de sécurité (FDS) des produits chimiques concernés par les activités du site sur format informatique.</p> <p>Il a présenté une liste des FDS des produits présents sur site à la date du 01/10/2025. Il indique qu'un travail de mise à jour de la base de données est en cours. En effet, plusieurs FDS présentent des dates de dernière révision antérieures à 2020, elles sont alors considérées comme obsolètes. <i>(Après la visite, l'exploitant a transmis, par courriel du 03/03/26, une liste mise à jour dans laquelle la FDS la plus ancienne date du 08/10/2020)</i></p> <p>Par échantillonnage, l'inspection a demandé la présentation des fiches de données de sécurité de trois produits principalement utilisés.</p> <p>L'exploitant n'a eu aucune difficulté à présenter notamment les FDS du Gelcoat Maxguard™ NP 10503 RAL9016 ARLA6 BL CASSESPRAY 053013, de la résine d'infusion SYLNOLITE 8488-G11 (ces deux produits relevant de la rubrique 2661 : transformation de polymères) et du catalyseur BUTANOX M50, peroxyde utilisé comme catalyseur pour la réaction de polymérisation des polyesters (produit relevant de la rubrique 4421 : Peroxydes organiques type C ou D) utilisés pour les résines de fabrication des coques de bateaux.</p> <p>Selon l'exploitant, ces FDS sont également accessibles à tous les opérateurs, notamment au niveau des différents ateliers et des bureaux des chefs d'équipe, via le réseau informatique.</p> <p>Pendant la visite sur site, il est apparu que l'accès aux FDS pour les opérateurs via les tablettes de leurs postes de travail ne fonctionnait pas. En effet, le travail de mise à jour des FDS en cours a modifié le chemin d'accès au répertoire informatique : les raccourcis enregistrés sur les tablettes ne sont plus opérationnels.</p> <p>De plus, l'inspection a demandé un opérateur de faire la démonstration de son accès aux FDS. Ce dernier a cherché un classeur papier, qui n'est plus disponible depuis la mise à disposition des FDS sur le réseau informatique.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant s'assure de disposer des FDS à jour des produits présents sur le site.</p> <p>Il s'assure de la mise à disposition de l'ensemble des fiches de données de sécurité à ses salariés et les informe de l'organisation mise en œuvre pour avoir accès aux FDS.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
Constats : La visite sur le terrain a permis de constater la mise en œuvre des prescriptions des trois FDS consultées, notamment sur les points suivants : Pour le Gelcoat Maxguard™ NP 10503 et la résine Synolite : <u>Rubrique 5.1 : Mesures de lutte contre l'incendie / Moyens d'extinction :</u> L'inspection a constaté la présence au niveau du container de stockage dédié à ces produits d'un extincteur à poudre chimique ABC de 50 kg, qui est un des moyens d'extinction appropriés. <u>Rubrique 6.3 : Mesures à prendre en cas de déversement / Méthodes et matériel de confinement et de nettoyage :</u> L'inspection a constaté la présence de stocks de vermiculite et de pelles de mise en œuvre au niveau des lieux de stockage ainsi qu'au niveau des ateliers utilisant ces produits dans le process en cours. Ce matériau est identifié parmi les matériaux absorbants inorganique inerte adapté pour nettoyer un déversement. <u>Rubrique 7.2 : Manipulation et stockage / Conditions d'un stockage sûr, y compris d'éventuelles incompatibilités :</u> Les produits sont stockés en armoires extérieures compatibles et dédiées uniquement à leur stockage, différentes de celle dédiée au stockage des peroxydes (ils sont bien stockés à l'écart des produits oxydants). Le stockage tampon de la consommation journalière est réalisé dans un local dédié à l'intérieur du bâtiment. Dans les ateliers concernés, ces produits sont utilisés dans leurs contenants d'origine au niveau de chaque poste de travail (le dosage avec la résine est réalisé automatiquement sur l'installation). Pour le catalyseur BUTANOX M 50 : <u>Rubrique 5.1 : Mesures de lutte contre l'incendie / Moyens d'extinction :</u> L'inspection a constaté la présence au niveau du container de stockage dédié d'un extincteur à poudre chimique ABC de 50 kg, qui est un des moyens d'extinction appropriés. <u>Rubrique 6.3 : Mesures à prendre en cas de déversement / Méthodes et matériel de confinement et de nettoyage :</u> L'inspection a constaté la présence de stocks de vermiculite et de pelles de mise en œuvre au niveau des lieux de stockage ainsi qu'au niveau des ateliers utilisant les produits dans le process en cours. <u>Rubrique 7.2 : Manipulation et stockage / Conditions d'un stockage sûr, y compris d'éventuelles incompatibilités :</u> Les produits sont stockés en armoires extérieures compatibles et dédiées uniquement au stockage des peroxydes. Cette armoire est climatisée à une température de consigne inférieure à 20°C (pour une température maximum de stockage de 25°C) et dispose d'une alerte visuelle en cas de défaut de fonctionnement de l'équipement. L'exploitant n'a pas défini les modalités de surveillance par les opérateurs du picking et d'intervention en cas de dysfonctionnement de la climatisation. Il

indique que l'équipement fait l'objet d'une maintenance annuelle. Dans les ateliers concernés, ces produits sont utilisés dans leurs contenants d'origine au niveau de chaque poste de travail.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Concernant le contrôle de la température du stockage des produits à base de peroxydes organiques, l'exploitant établit une procédure de surveillance des installations et une consigne sur les mesures à prendre en cas de dépassement du seuil de stockage de 25°C indiqué dans la FDS concernée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2008, article Point 2.10 de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 10/11/08 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous « l'une ou plusieurs des rubriques nos 4410, 4411, 4420, 4421 ou 4422 » ; <u>Point 2.10 de l'annexe I :</u> "Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale ou 50 % dans le cas de liquides inflammables « ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C » (à l'exception des lubrifiants) avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. [...]"</p> <p>Arrêté préfectoral n°16-1476 aménageant les prescriptions applicables à la société FONTAINE-PAJOT - Zone industrielle à Aigrefeuille d'Aunis <u>Article 1 :</u> [...] Les résines et liquides inflammables nécessaires à la production (consommation journalière au maximum) sont stockés dans un local coupe-feu 2 heures équipé [...] d'une barrière semi-automatique résistante au feu 1h asservie à la détection permettant de retenir les eaux d'extinction</p>

<p>Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
<p>Constats :</p> <p>Les stockages des produits chimiques sont réalisés sur rétentions suffisamment dimensionnées. Notamment, le local interne de stockage tampon des résines et liquides inflammables répond aux dispositions de l'arrêté préfectoral de prescriptions spéciales précité.</p> <p>L'inspection a pu constater le bon fonctionnement de barrière semi-automatique.</p> <p>Mais, dans le local du point de distribution du gasoil, trois bidons de 20L non étiquetés sont stockés hors rétention. Selon l'exploitant, les bidons contiennent du carburant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant place sur rétention l'ensemble des produits liquides dangereux.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 5 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2008, article Annexe I, point 2.10</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Cuvettes de rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...)</p> <p>Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention.</p> <p>(...)</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection n'a pas constaté de stockage de produits incompatibles sur des mêmes rétentions. Les stockages de résines et gelcoat (combustibles) sont notamment bien séparés du stockage de catalyseurs (péroxydes oxydants).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>